

GONESSE Première réunion du débat public d'Europa City

La voix des opposants prend le dessus

Le décor est planté. Le projet Europa City est bien lancé. Le programme de l'immense complexe commercial et de loisirs qui doit sortir de terre en 2024 au Triangle de Gonesse mobilise les attentions. La première réunion du débat public a eu lieu jeudi 17 mars, à la salle Jacques-Brel de Gonesse. Pas moins de cinq cents personnes y ont assisté. Une soirée bien cadrée par Claude Brevan, présidente de la CPDP (commission particulière du débat public), sous la surveillance de Christian Leyrit, président de la commission nationale du débat public, préfet du Val-d'Oise de 2004 à 2007, qui a précédé l'actuel préfet, à la tribune. Dans l'assistance, la voix des contestataires n'a pas tardé à se faire entendre et mobiliser l'essentiel du débat. «*Le soutien du gouvernement, renforce l'idée des concitoyens, que ce débat est inutile et que ce projet*

est décidé d'avance (...) projet annoncé d'envergure régionale, alors que seulement quatre réunions auront lieu en Seine-Saint-Denis et une seule à Paris», lâche Bernard Loup, du Collectif pour le Triangle de Gonesse, qui a ouvert les hostilités. «*Plus on s'éloigne de l'épicentre du projet, moins on a de public*», a tenté de convaincre la présidente de la CPDP. Les interventions incisives se sont alors intensifiées. Jean-

« Le concept des centres commerciaux jetables »

• Vincent Gayrard, les Amis de la terre.

Claude Marcus, fervent défenseur de l'environnement sur la Plaine de France, a ainsi critiqué les modalités du débat public. «*L'autorité environnementale précise bien que lorsque cinq sujets sont associés à un projet, ils doivent pouvoir être abordés ensemble, lors des débats*», s'est-il adressé à Christian Leyrit. «*Pourquoi la question de l'agri-*

culture ne fait-elle pas l'objet d'un débat ?», a interrogé une intervenante sur ce sujet majeur, mis à la marge. Des prises de parole très vite régulées par Claude Brevan, qui a insisté à plusieurs reprises, en invitant les intervenants «*à conclure*» du côté du public, mais jamais du côté des porteurs du projet.

Débat ficelé, muselé

Le sentiment d'un débat ficelé et muselé a alors pesé dans la salle, puisque la réunion a essentiellement consisté à présenter le projet, vanté par ses aménageurs, aussitôt contesté lors de l'échange avec le public. Vincent Gayrard, des Amis de la terre a parlé de «*méga espace commercial, qui lance le concept des centres commerciaux jetables, en menaçant ceux des alentours, Aéroville, Parinor et les centres-villes voisins*». Une analyse en partie reprise, du côté du frontiste Karim Ouchikh, élu de Gonesse et conseiller régional, qui a réussi l'exploit de mobiliser le



■ Pas moins de 500 personnes sont venues assister à la soirée d'ouverture du débat public sur le projet Europa City. Les opposants s'y sont largement exprimés.

micro à deux reprises, en porte-étendard des opposants politiques. «*Au-delà de sa démesure, Europa City est un banal centre commercial, rien de plus*», a-t-il passé comme message à une assistance alors attentive. Hormis Jean-Pierre Blazy, député-maire Ps de Gonesse et Arnaud Bazin, président LR du Conseil départemental, qui ont

loué Europa City, il aura fallu attendre la prise de parole d'une élue de Gonesse, pour entendre une voix partisane d'une «*formidable opportunité économique*». Un jeune habitant s'est, à son tour, lancé pour défendre «*un développeur d'emplois*» tout en s'étonnant d'un «*manque d'expression des partisans du projet*», ouvrant la voie aux contestataires. «*Si le*

SDRIF 2013 sanctuarise 400 hectares de terres agricoles, il ne dit pas, pour autant, qu'il faut faire Europa City», a relevé Mounir Satouri, élu régional Les Verts. Des acteurs de la vie économique se sont alors improvisés en VRP du projet, au moment où la salle commençait à se vider. Les opposants ont remporté la première manche. Fabrice CAHEN